

Les sentinelles de l'intérêt public



Petit vendeur de journaux au Costa Rica

© UNESCO, R. Dominique

Interrogez des journalistes scientifiques en Afrique, en Asie ou en Amérique latine : ils vous diront tous que la pratique du reportage scientifique est une route semée d'embûches. Un journaliste zambien, par exemple, regrette la rareté des informations qui filtrent sur les recherches menées dans son pays, en l'absence de contacts entre scientifiques et reporters. Un journaliste chinois déplore le peu d'intérêt accordé aux relations avec les médias, dans un pays où les décisions politiques en matière de science se prennent derrière des portes closes. Une journaliste brésilienne se bat pour mettre en lumière des nouvelles sur la science dans son pays, où peu de centres de recherches ont établi des points de presse pour faire connaître les résultats de leurs travaux. Ces griefs sont très répandus. Et pourtant, il existe plusieurs raisons d'être optimiste quant à l'avenir du journalisme scientifique dans le monde en développement. Les premiers à s'en réjouir devraient être le grand public et les autorités des pays concernés, car les journalistes scientifiques sont les champions non seulement de l'intérêt général mais aussi de l'efficacité de la gouvernance : toute décision politique fondée sur une information erronée ou faussée s'avèrera presque inévitablement mauvaise.

L'une des raisons d'être optimiste est que des organisations comme la Fédération mondiale des journalistes scientifiques (FMJS) a placé les besoins des pays en développement en tête de ses tâches prioritaires. Ils figuraient en bonne place, par exemple, pendant la conférence mondiale biennale de la fédération, tenue à Melbourne (Australie) en avril dernier.

En deuxième lieu, les agences de développement internationales sont conscientes de l'importance du rôle que peut jouer dans la réussite de leurs programmes une vigoureuse communauté de journalistes scientifiques, notamment pour combler le fossé entre le savoir et la pratique. Cela se vérifie non seulement pour les agences bilatérales comme l'Agence suédoise de coopération pour le développement international ou le Département britannique de développement international, mais également pour des agences internationales comme l'UNESCO (voir encadré sur le Pacifique).

Enfin, et surtout, il apparaît dans les pays en développement un désir croissant de disposer d'un journalisme scientifique vigoureux. Partout dans le monde, de jeunes journalistes soucieux d'agir par leurs écrits – parmi lesquels des étudiants en sciences se tournant vers le journalisme – cherchent à mettre en pratique leur engagement.

Une course d'obstacles

La route des journalistes est semée d'embûches. L'une d'elles est que leurs services ne sont pas sollicités, notamment par les sociétés de médias privées, qui donnent à leurs éditeurs la consigne de choisir des sujets qui font vendre les journaux, et donc les espaces publicitaires (voir l'exemple chinois sur la page suivante). Cela les incite, par exemple, à refuser des reportages « trop démoralisants » – catégorie dans laquelle tombent inévitablement beaucoup de sujets ayant trait à la pauvreté, comme les progrès des maladies infectieuses – pour donner la préférence aux excentricités des stars du football.

Le manque de formation constitue un autre obstacle, qu'il soit de l'ordre des connaissances scientifiques ou du métier de journaliste. Toutes sortes de mesures visent à le surmonter. Le Réseau en ligne « Science and Development Network » que je dirige prépare en ce moment, en concertation avec le FMJS, une série de modules en ligne de formation au journalisme scientifique afin de développer un socle de compétences. Mais la route est encore longue dans de nombreuses parties du monde en développement avant que les qualités professionnelles du journalisme scientifique n'approchent de ce qu'elles devraient être.

Il faut enfin évoquer l'attitude des scientifiques. Dans le monde développé, beaucoup d'entre eux ont maintenant intégré le fait que répondre aux questions des journalistes fait partie de leurs obligations. Dans le monde en développement, par contre, ils en sont beaucoup moins convaincus et les journalistes ont fort à faire pour persuader les établissements scientifiques de s'ouvrir à eux.



© Tswangirayi Mukwazhi/UNESCO

Geoffrey Nyarota, rédacteur en chef au Zimbabwe de l'unique quotidien indépendant, The Daily News, a été en 2002 lauréat du prix annuel mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano. Cette année, le prix a été décerné à Anna Politovskaïa, chroniqueuse à la Novaïa Gazeta et défenseur farouche des droits de l'homme, assassinée devant sa maison, à Moscou (Russie) le 7 octobre 2006

Renforcer la communication scientifique dans le Pacifique

La plupart des difficultés auxquelles se heurtent les praticiens de la communication scientifique sont encore plus aiguës dans le Pacifique Sud, région composée de petits États insulaires très dispersés, avec des populations souvent isolées. Le très petit nombre de communicants et de journalistes spécialisés en science est l'une des difficultés majeures, à laquelle s'ajoute une fuite des cerveaux vers les grands voisins que sont la Nouvelle Zélande et l'Australie, ainsi que vers les États-Unis.

Les bienfaits de la science ne sont pas toujours évidents pour la majorité de ces insulaires, qui ont un niveau de vie proche de la subsistance. Cela entretient leur sentiment que la science est difficile et ne les concerne pas. Au plan national, la pénurie de ressources et la dépendance par rapport à l'assistance extérieure réduisent encore l'intérêt et l'engagement dans la science et ses produits. Au plan régional, la vision stratégique et la planification d'une politique en matière de science et de technologie sont très limitées.

Depuis 2000, le bureau de l'UNESCO à Apia et le Centre de sensibilisation à la science de l'Université nationale australienne (ANU-CPAS) se penchent sur ce problème. Ils font appel à trois techniques pour renforcer la communication en science dans le Pacifique Sud.

En ce qui concerne la communication scientifique avec le public, ils ont organisé des ateliers à l'intention des journalistes établis dans le Pacifique Sud, afin d'améliorer leurs compétences dans le reportage scientifique, à Canberra (Australie) en 2000 et à Apia (Samoa) en 2001 et 2002 (voir photo).

Pour ce qui est de l'enseignement des sciences, ils ont organisé pour les enseignants du primaire et du secondaire en exercice dans le Pacifique Sud, des ateliers d'enseignement créatif dans leurs propres pays, en se servant du matériel disponible sur place. Ces ateliers se sont tenus à Apia en 2001 et à Suva (Fidji) en 2005. D'autres auront lieu à Tonga avant la fin de l'année et l'an prochain.

Quant à la mise en réseau en ligne, ils ont conçu et mis en œuvre des projets pilotes tels que l'Annuaire des scientifiques du Pacifique, disponible depuis 2005 sur pacificscience.net, et le Pacific Science Exchange.

Le bureau de l'UNESCO à Apia et l'ANU-CPAS mettent en place actuellement le Pacific Science Network (PacSciNet). Il est appelé à servir de point focal pour l'information sur Internet concernant les activités, les nouvelles et les exemples de réussite relatifs à la science et à ses applications dans le Pacifique, en faisant fond sur l'expérience acquise dans les activités pilotes citées ci-dessus. PacSciNet soutiendra, par ailleurs, et encouragera les activités de terrain qui rassemblent les efforts des scientifiques et de la population pour résoudre les problèmes énergétiques et accroître la résilience des communautés face aux problèmes du changement climatique, des infiltrations d'eau salée dans le sol et l'eau douce, et des catastrophes naturelles. On espère mettre PacSciNet en ligne d'ici la fin de l'année, mais le financement nécessaire n'a pas encore été totalement réuni.

Pour en savoir plus (à Apia) : h.thulstrup@unesco.org; www.pacificscience.net



© Rod Lamberts, ANU

Un espace public d'évaluation et de discussion

Dans le monde moderne, le journalisme scientifique a une double fonction. D'une part, il fournit au public sa principale source d'information sur les nouveautés en matière de science et de technologie qui influenceront notre vie ; il satisfait ainsi à sa soif de savoir. D'autre part, il offre un espace public où l'impact de ces événements – y compris la réaction des gouvernements – peut être évalué et discuté, espace qui a été investi de main de maître par les groupes de défense de l'environnement, avec leur talent pour mobiliser les médias, et les spécialistes de leurs services de relations publiques.

Ce second rôle prend une importance croissante. Dans le monde développé, il s'est surtout concentré sur les effets indésirables de la rapidité du développement technologique et de la croissance économique, dont les fruits sont déjà largement partagés. C'est le cas, par exemple, des reportages sur le changement climatique, où le débat porte sur les nouvelles technologies énergétiques susceptibles de réduire la consommation de combustibles fossiles, aussi bien que sur les politiques gouvernementales susceptibles de réduire les émissions de carbone sans porter préjudice au niveau de vie.

Dans le monde en développement, les enjeux sont bien plus importants. Il s'agit de trouver les moyens d'exploiter les

progrès de la science et de la technologie de façon à amener les conditions de vie à un niveau au moins acceptable. Il importe, en même temps, de veiller à ce que cela se réalise d'une façon admissible du point de vue social, éthique et environnemental. À vrai dire, le journalisme scientifique est un véritable atout pour aider à atteindre les objectifs du développement durable.

Mieux informer pour mieux décider

Il faut pour cela réunir plusieurs conditions. La première, déjà mentionnée, consiste à retenir l'attention du public aussi bien que des décideurs du monde en développement sur les réalisations scientifiques et technologiques qui rendent possible le développement. Aucun des Objectifs de développement pour le millénaire, qu'il s'agisse de la réduction de la mortalité infantile ou des progrès de la sécurité alimentaire, ne peut être atteint sans faire appel à la science et à la technologie, ainsi qu'à la capacité des pays en développement de les utiliser avec efficacité.

Le deuxième rôle du journaliste scientifique exige qu'il soit attentif aux législations sociales et politiques indispensables pour que le développement soit véritablement durable. Ces législations visent, dans certains cas, à protéger des éléments tels que la pureté de l'air et de l'eau, qui sont vitaux pour les générations futures.



Menace en Chine sur le reportage scientifique

Hepeng Jia, *SciDev.Net*,
17 janvier 2007

Les journaux chinois les plus connus ont lancé un appel pour que les questions scientifiques soient traitées avec sérieux, car ce domaine est en voie de marginalisation par suite des réformes soumettant les médias aux lois du marché. La Société chinoise de journalisme en science et technologie (CSSTJ) se propose de saisir par pétition le Département central de la publicité (DCP), organe officiel de surveillance des médias chinois.

Dans son allocution lors du séminaire du CSSTJ organisé à Beijing le 12 janvier, Li Bin, journaliste scientifique de haut rang à l'agence nationale de presse Xinhua, a lancé un appel pour qu'un « contingent minimum de reportages scientifiques soit publié dans les médias populaires ». Xu Xinhua, rédacteur scientifique du *People's Daily Online*, a demandé 20 % du contenu des médias consacrés au reportage scientifique, équivalant à la contribution que fait la science à l'économie chinoise.

L'an dernier, le DCP et l'Association chinoise de science et technologie ont encouragé les médias à faire plus de place à la science. Mais une étude menée par Wang Xuefeng, rédacteur en chef adjoint du journal *The First* de Beijing a révélé, au contraire, une marginalisation accrue. L'analyse de 14 journaux nationaux et locaux effectuée à Beijing sur six mois a montré que la science ne faisait l'objet que de 3 % des articles.

Wang a déclaré que les articles sur la science étaient courts et faisaient souvent l'éloge de tel ou tel scientifique ou institution et non de la science elle-même. Il a « épinglé » des médias officiels, souvent subventionnés par le gouvernement, qui ont remplacé leurs chroniques scientifiques par des pages de publicité non rétribuée pour des voitures ou des propriétés. *The People's Daily* a remplacé, en 2005, sa page Science par du reportage culturel. *China Daily* a, lui aussi, annulé ses pages hebdomadaires Science et Santé, alors même que le nombre de ses pages passait, en 2007, de 16 à 24.

Cai Wanlin, reporter chevronné de la Radio nationale chinoise, a plaidé pour que les médias officiels, moins soumis à la pression commerciale, endossent la responsabilité de la vulgarisation de la science.

Dans d'autres cas, elles peuvent concerner des politiques technologiques souhaitables telles que le financement de la recherche sur les biocarburants et autres sources d'énergie propre, ou la mise en place de capacités en science et technologie qui permettront aux pays en développement d'atteindre par leurs propres moyens les objectifs de développement du millénaire.

Quel que soit le cas, pour atteindre ses objectifs, le journaliste scientifique doit adhérer à l'idée que la qualité de l'information conditionne celle de la prise de décisions et qu'à l'inverse, des décisions politiques fondées sur une information erronée ou faussée sont presque inévitablement mauvaises.

Pour remplir cette fonction, les journalistes se doivent de présenter des faits qui mettent les citoyens en mesure de s'engager de façon réfléchie dans le dialogue social. Un débat approfondi et productif n'a lieu que lorsque les deux parties en cause ont une connaissance solide des preuves factuelles sur le sujet; en vérité, la prise de décisions fondées sur des preuves scientifiques est un idéal auquel il faut tendre, à tous les niveaux de la société, depuis le village jusqu'aux échelons supérieurs du gouvernement.

Confiance et respect ne vont pas de soi

En d'autres temps, les grandes institutions de caractère religieux, scientifique ou éducatif passaient pour des garants naturels de ces preuves. Et leur fiabilité semblait garantir largement le bien-fondé des décisions prises.

Ce n'est plus le cas. Dans les sociétés modernes, la confiance et le respect doivent se mériter, en science comme dans tout autre activité de la société. Cela requiert de la part de ces institutions un certain nombre de qualités, parmi lesquelles l'ouverture au dialogue.

Ceux qui prétendent avoir accès à des connaissances dignes de foi doivent désormais quitter la clôture de leurs murs, qu'il s'agisse des tours d'ivoire où s'élaborait le savoir scientifique, ou des salles de conseil et des corridors du pouvoir où se prennent les grandes décisions sur l'élaboration et l'application de ce savoir.

Pour reprendre les termes utilisés par le Comité du Royaume-Uni sur la compréhension de la science par le public (COPUS) lorsqu'il décida en décembre 2002 de mettre fin à ses activités : « la méthode allant du sommet vers le bas, qui caractérise actuellement le COPUS n'est plus adaptée à l'ampleur de la tâche que doivent désormais accomplir les professionnels de la communication scientifique ».

Veiller à bien informer le public : l'exemple de la santé publique

L'alternative qui commence à se dessiner est donc celle du transfert du pouvoir vers le public. Fournir à la population l'information sur les progrès de la science et de la technologie, c'est la mettre en mesure de participer directement aux débats politiques sur les meilleurs moyens d'utiliser ces progrès. Ainsi, bien que les journalistes scientifiques prennent rarement position dans le dialogue, ils peuvent le promouvoir et le stimuler par leurs reportages – voire par la passion dont ils font preuve. Transmettre les faits avec exactitude et de façon intelligible représente pour le journaliste une contribution active au processus de transfert du pouvoir au public.

Cela se manifeste par la responsabilité d'attirer l'attention lorsque les déclarations publiques des responsables ne sont pas en accord avec les connaissances scientifiques du moment ; c'est par exemple ce qu'ont fait de nombreux journalistes lorsque le ministre de la santé d'Afrique du Sud Manato Tshabalala-Msimang a suggéré que le VIH/sida pouvait être avantageusement combattu par l'ingestion d'ail et de betteraves.

Le cas de la grippe aviaire montre aussi où se situe la responsabilité d'un bon journalisme scientifique. Devant la crainte que le virus H5N1 ne puisse déclencher une pandémie mondiale de grippe chez l'homme en faisant des millions de victimes, le fait de transmettre efficacement des informations exactes sur la maladie sera une aide précieuse pour en

contenir les méfaits. La fiabilité de l'information doit être au cœur de tous les efforts, et les gouvernements ont besoin de disposer d'un tableau exact de la maladie et de son mode de propagation avant de prendre des décisions raisonnées quant à la répartition des ressources humaines et financières. Mais le public a, lui aussi, besoin d'être bien informé. Certaines raisons sont d'ordre purement pratique : il est important, par exemple, de savoir qu'une cuisson correcte des aliments semble détruire le virus H5N1 et que se laver les mains avant de cuisiner contribue à éviter les infections. Ces deux informations, faciles à diffuser dans les journaux, peuvent aider à contenir la propagation des maladies.

Au plan politique aussi, il existe de bonnes raisons de veiller à ce que les informations sur le virus H5N1 soient véhiculées correctement par les médias. Il faut, par exemple, convaincre les politiciens d'agir rapidement au moment opportun. Mais ils ne doivent pas se sentir poussés à surréagir, uniquement pour calmer la panique, en finançant des mesures improductives ou en ciblant de mauvais objectifs (*voir encadré sur la page suivante*).

En pareilles circonstances, les journalistes doivent s'assurer que les informations qu'ils diffusent sont aussi exactes que possible. Cela ne signifie pas que ce qu'ils écrivent doit

La science gagne en visibilité dans les médias populaires du Brésil

Luisa Massarani, SciDev.Net, 28 mars 2007

La science figure en très bonne place dans les journaux brésiliens visant les classes sociales à bas revenus, à côté du football et de la criminalité, d'après une étude récente. Des recherches publiées cette semaine (26 mars) analysent la place occupée dans les journaux *Extra* – l'un des plus forts tirages du dimanche, avec 428 000 exemplaires – et *O Dia*, 280 000 exemplaires le dimanche.

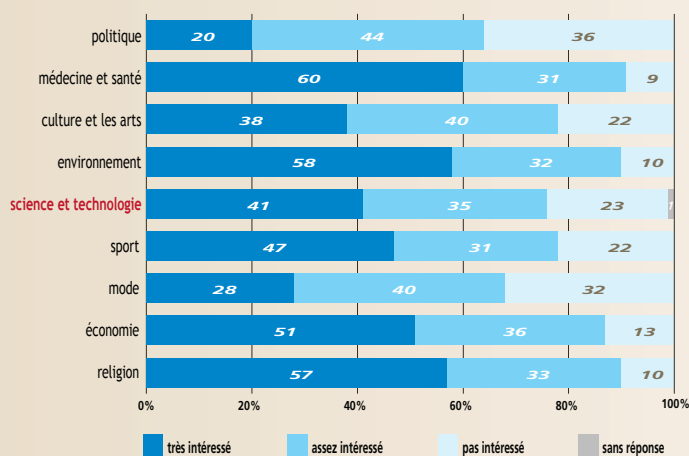
Les recherches étaient dirigées par le journaliste scientifique Wagner Barbosa de Oliveira dans le cadre de sa thèse de maîtrise à l'Université fédérale de Rio de Janeiro. Il a constaté que, pendant une période de six mois entre 2005 et 2006, des articles sur la science ont paru dans 74 % des journées analysées. Qui plus est, 86 % des articles étaient publiés dans des espaces à grande visibilité, en tête ou en milieu de page.

Les journalistes donnaient la préférence aux questions de santé : 54 % du total. Sur dix articles, trois seulement avaient trait à des recherches menées au Brésil. Oliveira soulignait le fait qu'ils faisaient appel à des sources d'information « fiables ». « Le tiers des articles citait explicitement comme sources les universités et les centres de recherche ; les revues, même en langue anglaise, ayant des comités de sélection, étaient citées comme sources dans 14 % des cas », a-t-il précisé à SciDev.Net.

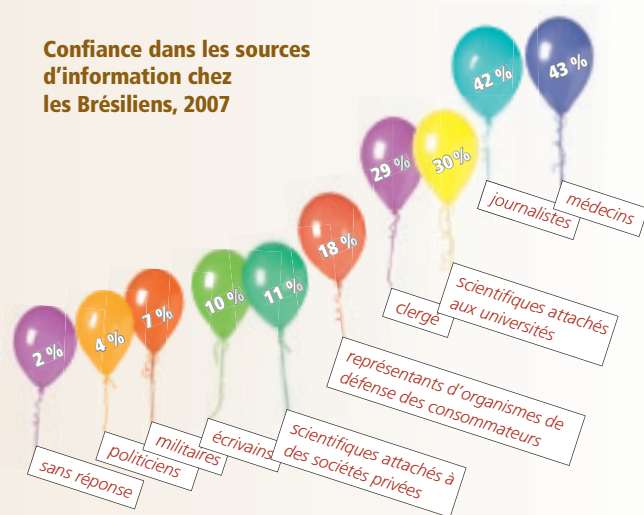
Oliveira a toutefois critiqué l'abus du sensationnel dans la présentation de ces articles et le fait que la science soit présentée comme une « vérité établie », ce qui caractérise plutôt la presse visant des publics « plus élitistes ».

L'étude montre aussi que les scientifiques n'écrivent pas pour les journaux destinés aux classes à faibles revenus. « Cela indique bien le manque d'importance accordée par les scientifiques à la presse populaire, ce que je considère comme une erreur, car ils oublient que ces classes constituent 80 % de la population du pays », dit Oliveira, qui travaille pour la Fondation Oswaldo Cruz.

Intérêt du public pour la science au Brésil, 2007



Confiance dans les sources d'information chez les Brésiliens, 2007



Source des statistiques Enquête d'opinion publique publiée par le ministère brésilien de la science et de la technologie, en avril 2007. www.mct.gov.br/upd_blob/0013/13511.pdf

Lorsque la commission technique brésilienne de biosécurité a donné, le 16 mai, son aval au maïs génétiquement modifié (GM) Liberty Link, la plupart des grands journaux nationaux et régionaux ont repris l'information. Parmi eux, *O Globo*, *Folha de São Paulo*, *Estado de São Paulo* et *Correio Braziliense*. Produit par la firme allemande Bayer CropScience, ce maïs tolère un pesticide contenant du glufosinate ammonium, qui tue les mauvaises herbes. Marina Ramalho a écrit pour *SciDev.Net*, le 23 mai, que le maïs Liberty Link était la 3^e semence GM autorisée à la culture et à la vente au Brésil, après le soja Roundup Ready de Monsanto (2004) et le coton Bollgard, qui résiste aux insectes (2005) ; 11 autres semences GM attendent l'aval de la commission de biosécurité. Les Brésiliens suivent passionnément le débat sur les OGM dans leur pays, du point de vue de la sécurité tout autant que de l'économie. Cette passion semble même s'étendre à la science et à la technologie en général, selon une étude récente d'opinion (voir graphiques ci-dessus) qui constate aussi que les Brésiliens citent les journalistes comme des sources d'information plus fiables que les scientifiques ou les membres du clergé !



La prévention de la grippe aviaire en Afrique doit s'appuyer sur les médias

Tom Egwang, Directeur général, Uganda Media for Health
Julie Clayton, consultant, SciDev.Net
8 février 2007

La grippe aviaire fait de nouveau la une des médias internationaux. Le Nigeria a déclaré la mort d'une première victime humaine en Afrique sub-saharienne [Ndlr : Confirmée le 31 janvier 2007 par le gouvernement], le Royaume-Uni connaît sa première poussée de grippe aviaire et, en Asie du Sud-Est, celle-ci continue à couvrir, et à provoquer des victimes humaines. L'agent responsable de la grippe, le virus H5N1, pourrait déclencher une pandémie comparable à celle qui, au siècle dernier, a tué des millions de personnes.¹

L'Afrique se trouve dans la situation où se trouvait l'Asie du Sud-Est il y a trois ou quatre ans. Des poussées épidémiques de grippe aviaire parmi la volaille sont constamment signalées au Nigeria et en Égypte. Au Niger, au Cameroun et à Djibouti, elles ont heureusement été maîtrisées, mais des pays voisins, comme le Togo, le Ghana et le Tchad sont encore menacés.

Tout récemment encore, les médias africains étaient mal préparés à rendre compte correctement des poussées de grippe aviaire. La première apparition du virus H5N1 en Afrique – celle de la volaille au Nigeria l'an dernier – a suscité des titres à sensation dans les médias qui ont provoqué l'inquiétude et la panique.

Comme les soldats, les médias ont besoin de recevoir des instructions précises sur l'ennemi afin de livrer un assaut bien coordonné. Il ne leur suffit pas de faire état de la mortalité et des poussées épidémiques mais d'être plus proactifs en présentant des informations de dernière minute sur, par exemple, la manière dont d'autres pays ont pu faire face à des poussées similaires.

Il ne s'agit pas seulement de relayer l'information, mais aussi d'influencer les gouvernements. « Les reportages sont en général suivis de décisions politiques », a déclaré William Mbabazi, de l'OMS, au cours d'un atelier de formation sur les médias, à Kampala, en Ouganda, en janvier de cette année. Organisé par les Médias ougandais pour la santé, l'objectif de l'atelier était de familiariser les journalistes, venus de toute l'Afrique, à la menace de la grippe aviaire, de consolider leurs connaissances et de leur fournir des informations utiles. L'atelier a donné une impulsion nouvelle aux filières de communication entre les médias, les spécialistes de la santé humaine et animale et les autorités nationales. Cet atelier et celui qui s'est tenu au Nigeria ont transmis aux journalistes et aux patrons de presse africains une nouvelle détermination pour traiter la grippe aviaire de façon plus approfondie et plus documentée.

La même détermination se manifeste dans d'autres pays. Au Nigeria, la nouvelle stratégie du gouvernement en matière de communication favorise les relations entre les professionnels de la santé et les médias. L'initiative a rallié à sa cause les chefs des communautés et les crieurs publics, selon Marcus Amanzi, rédacteur nigérian.

Le gouvernement ougandais prévoit de faire participer les médias à une simulation dans le cadre de son plan national de prévention de la pandémie, qui donnera lieu à l'abattage effectif de la volaille d'une ferme. Mais si les médias n'y sont pas parfaitement préparés, l'opération pourrait provoquer la confusion dans la couverture médiatique et déclencher la panique. En Éthiopie et à Maurice par exemple, un manque de coordination avec les journalistes pendant de tels exercices a conduit un public mal informé à cesser d'acheter des poulets, alors qu'aucune flambée de la maladie n'avait eu lieu. À l'inverse, au Kenya et en Égypte, où les médias étaient mieux préparés et le public mieux informé, les simulations de fièvre et les opérations de lutte contrôlées se sont bien mieux passées.



être « prouvé scientifiquement ». Mais cela doit être cohérent avec ce qui est, soit connu, soit prouvé ou considéré comme le plus probable par les scientifiques, comme c'est le cas du consensus scientifique sur le fait que les activités humaines sont la cause la plus probable du réchauffement de la planète.

Ces arguments sont valables dans le monde entier mais ils sont surtout importants dans le monde en développement, où le niveau assez faible des infrastructures médicales et scientifiques limite les capacités des gouvernements à faire face aux épidémies à propagation rapide, telles que les nouvelles souches dangereuses de tuberculose, et justifie la nécessité d'une communication efficace auprès du public.

La preuve en est que les pays africains qui ont connu le plus grand succès dans la lutte contre le VIH/sida ne sont pas ceux qui jouissaient des infrastructures médicales les plus avancées mais ceux, comme l'Ouganda, qui ont communiqué avec la plus grande franchise les informations sur la maladie.

Surveiller la frontière entre État et citoyen

Veiller à ce que la politique soit fondée sur des preuves scientifiques valides, et que ces preuves soient largement diffusées, ce n'est pas l'unique contribution que les journalistes peuvent faire à la bonne gouvernance. Tout aussi importante est la façon dont ils peuvent se faire les sentinelles de l'intérêt collectif, en surveillant la frontière entre l'État et le citoyen.

Les journalistes peuvent signaler des domaines où fait défaut une stricte réglementation garantissant que les avancées scientifiques sont traitées dans le meilleur intérêt de la société. Ils peuvent aussi attirer l'attention sur des divergences entre les règlements et la pratique.

Pour prendre un exemple, lorsque des sociétés pharmaceutiques effectuèrent des essais cliniques sur des populations en développement, essais qui semblaient contrevenir aux règles internationales de ce qui est éthiquement acceptable, ce sont souvent des journalistes qui portèrent ces affaires à la connaissance du public, comme ce fut le cas du *Washington Post* aux États-Unis il y a quelques années, dans une série d'articles.

En 2003, des journalistes scientifiques indiens réussirent à signaler à l'attention des politiques les résultats de recherches qui prétendaient que les bouteilles de boissons non alcoolisées, y compris celles des compagnies Coca-Cola et Pepsi, ayant leurs sièges aux États-Unis, contenaient un taux dangereux de pesticides. Le Centre pour la science et l'environnement (CSE), organisme à but non lucratif de New Delhi, révéla que le taux de pesticides trouvés dans les produits indiens de ces sociétés était plus de 30 fois supérieur aux normes de l'Union européenne. Le CSE reconnut que toutes les marques indiennes de boissons non alcoolisées étaient susceptibles de contenir un taux élevé de pesticides en raison de la présence de ces produits chimiques dans les eaux souterraines du pays, mais il choisit de cibler Coca-Cola et Pepsi parce qu'elles représentaient la majorité des boissons

non alcoolisées consommées en Inde. Bien que Coca-Cola et Pepsi contestèrent les conclusions, celles-ci étaient suffisamment convaincantes pour qu'un comité parlementaire lance, à son tour, des recherches qui confirmèrent les premières conclusions du CSE et exige une révision complète de la réglementation nationale de la sécurité alimentaire.

Les journalistes peuvent jouer un grand rôle en révélant des abus d'autorité – même à l'intérieur de la communauté scientifique – notamment lorsqu'ils frisent la corruption. Les médias traitent souvent ce genre d'événements mais généralement en ciblant des personnalités en vue, politiciens ou hommes d'affaires. Mais les reporters scientifiques dans des pays comme la Chine ont signalé que le problème se pose même dans la communauté scientifique, où des spécialistes ont été surpris à fausser des résultats afin d'obtenir une promotion. Et c'est la presse de la République de Corée, et non sa communauté scientifique, qui provoqua la destitution, l'année dernière, de Hwang Woo Suk, spécialiste des cellules souches, en révélant ses prétentions à avoir cloné des embryons humains.

Les journalistes peuvent aussi faire savoir comment des individus réussissent à fausser la perception que le public se fait de questions ayant trait à la science. Le *Financial Times* du Royaume-Uni révéla, par exemple, en avril dernier qu'un haut fonctionnaire de la Banque mondiale, Juan José Daboub, ancien ministre des finances du El Salvador, qui avait été nommé par l'ancien président de la Banque, Paul Wolfowitz, comme l'un de ses adjoints, avait essayé d'édulcorer des affirmations sur la lutte contre le changement climatique en remplaçant cette expression par des termes comme « variabilité du climat ». Ces tentatives furent fermement combattues par le scientifique en chef de la Banque, Robert Watson (expert en changement climatique), et renforcèrent la méfiance ambiante à l'égard de la présidence de Wolfowitz, qui aboutit en juin à sa démission.

Les journalistes scientifiques sont également en mesure de signaler l'incapacité du gouvernement à remplir ses engagements publics en matière de science. En Chine, par exemple, sous la pression des journalistes, le gouvernement a dû prendre des mesures pour obliger les chercheurs en sciences biomédicales à respecter les normes de l'éthique. Et au Malawi, les médias ayant révélé que le gouvernement revenait sur ses promesses d'augmenter le financement de la science, le gouvernement a dû faire marche arrière en mars.

Un rôle essentiel

Pour conclure, les journalistes scientifiques ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir le développement durable et la bonne gouvernance, par trois moyens. Ils peuvent, en premier lieu, attirer l'attention des décideurs ainsi que celle du public sur les nombreux moyens que détiennent la science et la technologie pour contribuer directement aux Objectifs de développement pour le millénaire. Ils peuvent aussi indiquer quelles politiques leur permettraient.

L'usine de conditionnement de Coca-Cola à Plachimada (Kerala, Inde) dut interrompre ses activités en mars 2004, puis de nouveau en août 2005 sous la pression de la communauté locale. Celle-ci reprochait à Coca-Cola l'épuisement des réserves d'eau et la pollution des eaux souterraines et du sol. Cette photo prise le 27 janvier 2006 à Plachimada a été présentée cette année par un Indien, Binayak Das, au concours de l'Institut UNESCO-IHE d'éducation relative à l'eau, qui fêtait son 50^e anniversaire. Il expliquait que « les échantillons d'eau et de déchets vendus par Coke comme amendements au sol, mais utilisés par les paysans comme fertilisants, contenaient un taux dangereux de métaux lourds, comme du cadmium et du plomb. Le Bureau local de lutte contre la pollution [qui ordonna la fermeture de l'usine] confirma que l'usine de conditionnement de Plachimada avait pollué les eaux souterraines et les terres agricoles de l'usine et des alentours »



En second lieu, par le pouvoir qu'ils ont de produire des reportages sur certains domaines où la science et la technologie peuvent exercer une influence – bonne ou mauvaise – sur la société, les journalistes scientifiques peuvent contribuer à créer un espace vivant propice à un débat public sur ces questions.

Enfin, en pratiquant un reportage critique et, au besoin, d'investigation, les journalistes scientifiques peuvent mettre les gouvernements, les sociétés privées et les officiels – y compris les scientifiques eux-mêmes – devant la responsabilité de leurs actions, en révélant les méfaits de certaines actions et le manque de transparence qui a permis de les dissimuler aux yeux du public.

David Dickson²

1. Ndlr : Entre 1918 et 1919, la grippe espagnole a tué plus de personnes que la première guerre mondiale, soit de 20 à 40 millions de victimes, selon les estimations. Sur des échantillons de tissu pulmonaire prélevé sur des victimes du virus, notamment celui d'une femme enterrée dans le pergélisol de l'Alaska en novembre 1918, Jeffrey Taubenberger, spécialiste de pathologie moléculaire, et son équipe aux Etats-Unis ont réussi à reconstituer les huit fragments des gènes du virus. L'analyse a révélé que la grippe espagnole provenait directement d'un virus aviaire avant de muter progressivement et d'infecter les humains. De plus, quatre des huit gènes de la souche du H5N1 comportent des mutations de souches observées dans la grippe espagnole, ce qui donne à penser qu'il pourrait, lui aussi, muter au point de pouvoir se propager entre humains
2. Directeur du Science and Development Network, dont le site web en accès libre (www.scidev.net) fait appel à des journalistes scientifiques et des chercheurs du monde en développement pour qu'ils fournissent des nouvelles, des informations et une analyse sur la manière dont la science et la technologie contribuent actuellement au développement durable